Le français est important, mais ne suffit pas pour réussir en Côte d'Ivoire

Akissi Béatrice BOUTIN(1), Kallet Abraham VAHOUA(2)

(1) ILA-UFHB, Abidjan & La Sapienza, Roma,
(2) UFHB, Abidjan

Résumé : L'axe 4 du Projet de recherche Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire (2013-2014) a porté sur le « bilan de l'utilisation des langues nationales comme médium d'enseignement ». Cet article présente une partie de ce bilan. Le français étant la langue officielle de la Côte d'Ivoire, toutes ses variétés locales assurent, dans ce pays, la promotion économique et sociale. Mais il n'a pas fait disparaitre les langues nationales dont la promotion est de plus en plus appelée pour redynamiser la croissance économique et sociale toujours attendue. Les premières politiques en faveur de cette promotion sont l'instrumentalisation et l'introduction des langues nationales dans le domaine écrit à travers l'agriculture et l'école. Et toutes les initiatives, de Mopoyem (1981) au PEI (2000), visant à utiliser les langues nationales comme matières mais surtout comme médium d'enseignement ont donné des résultats probants et montré des perspectives prometteuses avec une opinion hautement favorable des premiers bénéficiaires. Cependant, toutes ces initiatives ont été abandonnées parce que très largement dépendants de financements extérieurs aléatoires.

Mots-clés : français, langues nationales, Côte d'Ivoire, enseignement bilingue, développement

1 Introduction

« Le français, c'est important pour réussir. Mais ça suffit pas. Il faut parler aussi ta langue. On doit enseigner ça aussi. » Ce propos recueilli dans la ville d'Abengourou, d'un commerçant abron, de 34 ans lors de l'enquête « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire », résume la situation : si le français est largement majoritaire dans l'économie formelle, il ne recouvre pas tout le secteur informel, où travaillent la majorité des Ivoiriens. De quel français s'agit-il ? Bien plus que du français langue officielle utilisé à l'écrit et dans les situations les plus prestigieuses de l'administration, l'enseignement ou la presse, il s'agit de ce français local, omniprésent

jusqu'à l'école sous une forme et dans des pratiques ivoirisées, qui fonctionne comme code tacite. C'est donc le français dans toute sa variation ainsi que toute autre langue ivoirienne qui sont mis sur un pied d'égalité dans la citation retenue pour le titre ce texte, aussi bien dans la vie sociale et économique que dans l'enseignement.

Le thème de la réussite sociale est inséparable de celui du développement, dans le sens d'un gain de bien-être individuel et sociétal, matériel et immatériel : développement personnel, social et économique vont de pair. C'est bien pour l'objectif du développement socioéconomique et personnel que nous nous sommes penchés sur les bénéfices que peuvent tirer des jeunes de leur alphabétisation dans leur propre langue et que nous tentons de montrer ici l'importance de faire intervenir désormais le maximum de langues comme facteurs de promotion et de mobilité sociales[1].

Le rapport récent conjoint de l'OCDE et l'UA[2] impute clairement aux défaillances des politiques publiques les retards de développement de l'Afrique malgré ses abondantes ressources : richesses naturelles, jeunesse de la population, ingéniosité et créativité, solidarité de la diaspora… Aux plus hauts niveaux, on reconnait pour le développement économique la nécessité de doper l'intégration régionale et le commerce intra-africain, les marchés intérieurs, la production vivrière, et pour le développement social de booster la réussite scolaire et la formation professionnelle. Comment alors, ne pas percevoir le rôle primordial des langues dans cette mobilisation des ressources ? De plus en plus se manifeste la valeur des langues africaines pour la promotion sociale et humaine, et partant, pour le développement économique et social.

Nous nous appuyons essentiellement sur les résultats de l'enquête citée précédemment, dont nous explicitons la méthodologie dans la section 2. Dans la troisième section, nous présentons les résultats, nous les discutons dans la quatrième, puis nous en tirons quelques conclusions.

2 Méthodologie

L'enquête « Dynamique des langues et des variétés de français en Côte d'Ivoire »[3] a été menée en 2013-2014. Ses principaux objectifs étaient d'évaluer, pour le français et les langues ivoiriennes : la conscience sociolinguistique, la stabilité/sécurité linguistique, la résistance (*vs* adhésion) linguistique. Dans ce document, nous présentons une partie du bilan de l'utilisation des langues nationales comme médium d'enseignement. Ce bilan a été fait à l'issue de moyens d'enquête diversifiés : le recueil exhaustif et l'analyse de tous les documents officiels concernant l'alphabétisation en langues ivoiriennes, des visites d'écoles du Projet d'Ecole Intégrée (PEI), des entretiens avec

[1] On peut lire, à ce sujet, Abolou Camille, « La bouche qui mange parle : langues, développement et interculturalité en Afrique noire », *L'anthropologue africain,* Vol 15, n° 1&2, *Codesria,* 2008, p. 21-38. et Bearth Thomas, FAN Diomandé, « La langue locale – facteur méconnu du développement », in *Actes du Colloque Jubilé du centre suisse de recherche scientifique*, Abidjan, Côte d'Ivoire, 27-29 août 2001.

[2] *Dynamiques du développement en Afrique 2018 ; Croissance, emploi et inégalités*, Rapport économique de la Commission de l'Union Africaine en collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE, publié le 11 juillet 2018.

[3] Ce projet a été soutenu par l'AUF, l'Université Félix Houphouët Boigny et CLLE-ERSS de l'Université Toulouse Jean Jaurès. Il s'est réalisé sous la direction de Kouadio NJ, coordonné par Boutin AB, avec pour responsables des différents axes : Lézou Koffi AD et Brou-Diallo C ; Aboa AL et Kouadio AP ; Kouamé JM ; Vahoua KA, assistés de 14 étudiants de l'UFHB. Voir aussi, sur cette enquête : Boutin et Kouadio N'Guessan 2016, Lézou Koffi 2016,

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

les acteurs, les administratifs et les pédagogues, et avec les anciens élèves des écoles PEI[4]. Les résultats que nous présentons dans les sections suivantes sont centrés sur l'alphabétisation et la formation en langues ivoiriennes. Auparavant, nous montrons comment le français et les langues ivoiriennes ont contribué au développement de la Côte d'Ivoire jusqu'à aujourd'hui.

3 Résultats

3.1 Les langues du développement en Côte d'Ivoire

Depuis plus d'un siècle, le français assume un rôle important dans le développement économique de la Côte d'Ivoire. De fait, le pays a fondé sa prospérité économique sur des liens étroits avec la France. Plus récemment, ces liens se sont renforcés, même si les partenariats se sont diversifiés avec de nombreux pays. La presse avançait en 2017 que 800 entreprises et banques françaises sont présentes en Côte d'Ivoire (11% des entreprises du pays), dont 160 de grands groupes (Bouygues, Bolloré-Vivendi, Orange, Total-Elf, France télécom, Société Générale, BNP Paribas…). Il faut leur ajouter 400 petites ou moyennes entreprises (PME) de droit local créées par d'autres entreprises ou ressortissants français. Ces seuls éléments du contexte mettent le français au centre de l'économie nationale et internationale. En outre, le secteur informel est lui aussi dominé par le français populaire ivoirien, notamment dans le milieu urbain, qui rassemble 50% de la population, d'après le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2014).

Par ailleurs, la valeur économique du français ne s'explique pas seulement par la réussite économique de tout ce qui se fait en français, mais aussi parce qu'il est outil de formation. Le français n'a fait vraiment ses preuves dans ce rôle qu'à partir des années 1950, la colonie de Côte d'Ivoire étant perçue auparavant comme un pays réfractaire, et ses habitants peu intéressants à scolariser[5]. Après l'Indépendance, de 1960 à 1970, 90% des enseignants de français du secondaire sont des Français. Ils seront 45% en 1984 après le début du mouvement d'ivoirisation des cadres. Mais le nombre important de ressortissants français dans l'enseignement comme dans l'économie n'a jamais pu étouffer le français populaire ivoirien, ou tout simplement français ivoirien, qui a ses racines dans les anciennes pratiques du temps colonial. Aujourd'hui, de l'école à l'université, la norme (tacite) évolue du français ivoirien dans les plus petites classes (et souvent bien après) au standard international à l'université.

Cette prédominance du français ne peut cacher qu'il existe d'autres langues de promotion sociale en Côte d'Ivoire. En effet, si l'on tient compte du *background* entier d'un individu, d'une famille ou d'une communauté plus large, on doit relever le rôle conjoint de plusieurs langues. Alors que l'éducation formelle des jeunes se fait en français, leur éducation informelle, conduite essentiellement par les familles, se fait majoritairement en langues africaines. Dans le domaine associatif, les langues ivoiriennes, avec tout l'arrière-fond culturel qu'elles représentent, ont une large part. Dans le domaine

[4] A ce propos, on peut consulter Vahoua Kallet Abraham, « Le projet école intégrée (PEI) en Côte d'Ivoire : quel bilan après plus d'une décennie de fonctionnement ? » *Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication*, Université de Bouaké et Paris : Éditions Paari, 2017, *p. 282-298.*

[5] Hardy Georges, *Une Conquête morale, l'enseignement en A. O. F.* [Afrique Occidentale française.], A. Colin, Paris, 1917, p. 291 et 292.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

cultuel, les religions traditionnelles utilisent les langues autochtones, les missionnaires et pasteurs chrétiens évangélisent depuis les débuts en langues locales en milieu rural, et les enseignements de l'islam se font, traditionnellement aussi, en dioula et malinké. Les relais des formations en agriculture, en santé en milieu rural, les concertations entre opérateurs agropastoraux se font en langues africaines.

La migration interne et externe est telle en Côte d'Ivoire depuis plusieurs siècles, que certaines langues ont assuré la communication interethnique et l'insertion sociale, rurale comme urbaine. Du fait des déplacements de populations lors de la colonisation, le dioula, qui était véhiculaire ante-colonial au Nord, a pris ce rôle partout ailleurs en même temps que le français. Aujourd'hui en périphérie urbaine, les langues d'intégration des nouveaux arrivants sont le français ivoirien et le dioula. Ces deux mêmes langues assurent la communication dans certains secteurs de travail urbains, comme le commerce ou les transports. Les situations sont plus complexes en milieux ruraux, mais le dioula est partout prépondérant à côté du français. De fait, toutes les langues ivoiriennes sont impliquées dans les activités économiques, et ceci depuis toujours[6].

Les langues nationales sont pourtant quasi absentes des activités sociales les plus éminentes : sur les réseaux sociaux numériques et les medias de masses, dans le discours des hautes personnalités, dans l'économie formelle et dans l'enseignement secondaire et supérieur.

3.2 La politique de gestion du plurilinguisme pour le développement

Depuis son accession à l'Indépendance, la Côte d'Ivoire, qui a choisi le français comme son unique langue officielle, en a fait la langue de l'administration, de la diplomatie, de l'école et des affaires. Le but principal de cette décision était le développement socioéconomique, mais plusieurs décennies plus tard, le niveau de croissance du pays n'est pas celui escompté. Au nombre des raisons de cette situation, il y a bien évidemment l'utilisation exclusive du français comme langue de développement. Pour corriger cette anomalie, l'on a envisagé la promotion des langues nationales afin de rendre leurs utilisateurs sinon acteurs, du moins observateurs des projets de développement du pays, aux côtés des francophones. Et puisque le français n'a pas fait disparaitre les langues nationales utilisées uniquement à l'oral, l'on a préconisé de stimuler leur entrée dans le domaine écrit. Les prémices de cette directive s'observent à deux niveaux : le niveau non étatique et le niveau étatique.

Dans le privé, c'est avec la Compagnie Ivoirienne de Développement du Textile (CIDT) que l'on a enregistré la première expérience d'utilisation des langues nationales à l'écrit. Les dirigeants de cette entreprise agro industrielle ont décidé, en 1993, d'alphabétiser les paysans ivoiriens producteurs de coton après avoir comparé leur modeste production à celle plus importante des producteurs maliens qui ne disposent pourtant pas toujours de conditions climatiques favorables. L'alphabétisation basique et fonctionnelle a été retenue pour apprendre à lire, à écrire et à compter (par écrit), en dioula et en sénoufo, aux paysans, mais surtout pour leur donner des compétences

[6] Boutin Akissi Béatrice, Kouadio N'Guessan Jérémie, « Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire », *Revue Française de Linguistique Appliquée*, XVIII-2, Amsterdam : Editions De Werelt, 2013, p. 121-133. et Boutin Akissi Béatrice, Kouadio N'Guessan Jérémie, « Abidjan, une métropole de plus en plus francophone ? », in *Le français en Afrique*, n° 30, Nice : ILF & CNRS, 2016, p. 173-186.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

en relevé de mesures [de poids pour les quantités des intrants et des extrants, des dimensions et des superficies des parcelles de terrain] et des compétences en comptabilité simplifiée. Au cours de cette alphabétisation, des paysans ont été choisis et formés à la prise en charge des problèmes courants d'hygiène et de santé (paludisme, blessures, morsures d'animaux, piqures d'insectes, etc.) et à la gestion de la boite pharmaceutique du village, d'autres ont été formés à la gestion du stock des produits phytosanitaires, et d'autres encore au suivi et à l'encadrement agricoles. Dans la phase de post alphabétisation, il y a eu la mise en place d'un environnement lettré pour la consolidation et la pérennisation des acquis avec la création d'écriteaux, de pancartes et de journaux tel que *Dibi bana*. L'objectif ultime de l'alphabétisation à la CIDT, devenue aujourd'hui Ivoire Coton, était :

> « d'avoir dans autant de localités que possible, un noyau d'au moins dix paysans capables de lire et d'écrire, à former comme relais de la vulgarisation, agent de la commercialisation et agent de suivi de terrain »[7].

Au niveau étatique, l'expérience d'introduction des langues nationales dans le domaine écrit a commencé en 1981. Elle s'est faite en quatre phases, à savoir : Mopoyem (1981), Projet Nord (1982-1995), ONG Savane et Développement (1997) et le Projet Ecole Intégrée (2000). Cette aventure est partie d'une initiative des chercheurs de l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) qui ont voulu initier des enfants aux mathématiques, et au raisonnement hypothético-déductif, en général, dans leur langue maternelle. En réalité, c'est après l'échec du projet éducatif télévisuel ivoirien (1970-1980) que cette initiative a été lancée. Et pour bien faire les choses, les chercheurs de l'ILA se sont donné une année de réflexion et de recherche sur le terrain avant de solliciter leur premier financement auprès de bailleurs extérieurs. « Au cours de cette recherche, ils ont eu à procéder, à l'échelle nationale, à une collecte systématique de plusieurs activités ludiques de l'enfant ivoirien dans son milieu naturel. »[8].

Mopoyem est le nom d'un village de Dabou (sud de la Côte d'Ivoire) où l'on a tenté de combiner une éducation préscolaire et un projet piscicole, avec un volet alphabétisation pour adultes, afin d'impliquer les parents d'élèves dans l'expérimentation. Dans la classe préscolaire ouverte à cet effet, les enfants, à l'aise et très réactifs, n'éprouvaient aucune difficulté à suivre les activités déroulées à leur intention. Mais au bout d'une année, l'expérience a dû fermer pour des raisons financières.

L'année suivante, c'est-à-dire en 1982, les mêmes chercheurs, rejoints par ceux de l'IRMA (Institut de Recherches Mathématiques de la Faculté des Sciences et de l'Ecole de Pharmacie, avec l'appui d'autres partenaires extérieurs, ont relocalisé l'expérience dans le nord du pays, sous la dénomination Projet-Nord, avec l'ouverture de centres pilotes[9]. Il y avait 14 centres pilotes en 1988 ; ce sont : Tioroniaradougou 1 (1982-

[7] République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Education Nationale (MEN), Février 2011, *Etude diagnostique de l'alphabétisation en Côte d'Ivoire*, p. 74.

[8] On peut retrouver cet extrait à la page 100 de Kokora Pascal, « Pour un modèle d'enseignement de base : Le cas du projet d'éducation préscolaire en langue maternelle », *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, n° 21, Institut de Linguistique Appliquée, Université nationale de Côte d'Ivoire, Abidjan, 1987, p. 97-131.

[9] Les tableaux des centres pilotes du Projet-Nord sont présentés dans Kokora 1987 (supra), p. 97 bis.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

1987), Tioroniaradougou 2, Dokaha, Lataha, Kagbolodougou, Boundiali-Ibrahima Koné, Boundiali-Dossofé, Tombougou, Kolia (1984-1987), Séguélon (1985-1987), Tafiré, Madinani (1986-1987) et Sinématiali (1987-1988). Dans chacun de ces centres pilotes, l'éducation des enfants (tous du milieu rural) commençait toujours par une classe préscolaire. Mais le projet Nord était surtout un projet de développement intégré dans la mesure où il alliait pleinement une initiation aux modes de raisonnement et des initiations à l'agriculture, à la pharmacopée, à l'élevage, etc. Les résultats de cette deuxième phase étaient également probants comme l'a attesté l'expert de la représentation de la Banque mondiale à Abidjan :

> « J'ai été très impressionné par la participation active des enfants à leur propre éducation, par le fait que le programme d'enseignement ne comportait qu'une seule matière (éveil de l'intelligence) et par la rapidité avec laquelle les enfants apprenaient le français… »[10].

Le projet Nord a quand même été interrompu faute de financement. Mais ses résultats encourageants ont inspiré le volet Education de l'ONG Savane et Développement du mathématicien Saliou Touré alors Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique de Côte d'Ivoire.

L'ONG Savane et Développement a donc été la première véritable expérience d'enseignement bilingue en Côte d'Ivoire. Il y a eu ici la création d'une école à Niélé (Kolia) dans laquelle les premiers cours de l'enfant lui étaient donnés en langues nationales dioula et sénoufo. Et progressivement ces médiums d'enseignement étaient remplacés par le français.

Ce sont les excellents résultats de cette expérience qui ont motivé les autorités ivoiriennes à initier le Projet Ecole Intégrée (PEI), afin de réduire les nombreux maux qui minent l'école ivoirienne[11]. Ainsi, après plusieurs mois de travaux préparatoires (conception de manuels didactiques, formation de formateurs, choix de langues et de sites d'expérimentation, etc.) en 2000, c'est finalement en 2001 que le Ministère de l'Education Nationale de la République de Côte d'Ivoire a créé, par l'arrêté ministériel n° 0108/MEN/CAB du13 Novembre 2001, le Projet Ecole intégrée. Le PEI a donc été mis en route, pour la première fois, dans dix villages de Côte d'Ivoire, avec dix langues, à savoir : l'Abidji, l'Agni, l'Akyé, le Baoulé, le Bété, le Guéré, le Koulango, le Mahou, le Sénoufo, et le Yacouba). En référence aux 10 langues choisies par l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) de l'Université de Cocody-Abidjan, le Comité de Pilotage a ouvert 10 écoles-pilotes dans 10 villages, à la rentrée scolaire 2000-2001[12].

[10] Expert de la représentation de la banque mondiale à Abidjan cité par Tchagbale Zakari, 1995, Plaidoyer pour l'emploi des langues nationales, *Diagonales* n° 35, p. 39-42.

[11] Sur la question de l'utilisation des langues nationales dans le système éducatif ivoirien, on peut également lire Kokora Pascal, Zogbo Gnoléba Raymond, « Langues nationales et enseignement : problématique ivoirienne », *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, N° 2, Institut de Linguistique Appliquée, U.N.A.C.I., Abidjan, 1977, p. 67-106. et Kokora Pascal, « Etat de la recherche en matière de rénovation des systèmes éducatifs en Côte d'Ivoire et emploi des langues nationales dans lesdits systèmes », in *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, n° 4, Institut de Linguistique Appliquée, U.N.A.C.I., Abidjan, 1978, p. 37-52.

[12] On peut consulter, à ce sujet, Brou-Diallo Clémentine, « Le projet école intégrée (PEI), un embryon de l'enseignement du français langue seconde (FLE) en Côte d'Ivoire », *Sudlangues, Revue électronique de*

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Depuis plus de vingt ans, le thème de l'introduction des langues à l'école est souvent débattu dans les médias, mais le PEI est toujours à l'étape de l'expérimentation. Aujourd'hui, il est porté à bout de bras par les instituteurs, seuls, qui y sont affectés, eux qui ne bénéficient d'aucun suivi pédagogique et qui n'ont pour seuls outils didactiques que les manuels édités en 2000 et la connaissance intuitive de leurs langues maternelles.

A côté de ce cheminement en quatre temps, destiné aux enfants, on peut souligner trois initiatives visant les adultes. Ce sont le projet SODEFEL (1984), le projet PPIFDES (1996) et le Projet soja (1997), trois projets agro pastoraux dont la composante alphabétisation n'a jamais été mise en œuvre.

3.3 Approche des attitudes et représentations des anciens élèves PEI

Les attitudes des locuteurs ivoiriens adultes envers les langues nationales ont déjà été décrites suite à l'enquête précitée (Lézou Koffi 2016, Boutin et Kouadio 2016, Vahoua 2017)[13]. Ces auteurs notent un regain de représentations positives des langues ivoiriennes. Par ailleurs, les observations et filmages de classes PEI à Ananguié (Adzopé) et Elibou (Sikensi) mettent en évidence des cours dynamiques et animés, un engouement réel des enfants pour l'école.[14]

En outre, 14 anciens élèves du PEI d'Ananguié et des enseignants d'écoles PEI ont été interviewés à Adzopé dans le but de connaitre leurs représentations de leur scolarité et le profit tiré des années en PEI. L'analyse des interviews de ces élèves, à ce moment-là répartis de la 6e à la Terminale, montre que faire ses premiers apprentissages dans sa langue maternelle représente un gain qui perdure tout au long de la scolarité. Tous les élèves ont d'excellents souvenirs des apprentissages du primaire et de l'école PEI, notamment en mathématiques et sciences. Ils s'estiment de bons élèves, sont réputés meilleurs que les élèves d'écoles classiques et leurs moyennes le confirment[15]. Plusieurs disent utiliser jusqu'au collège et au lycée des stratégies de réussite appuyées sur la langue attié apprises dans les petites classes.

> Si je fais quelque chose que ça ne marche pas, je traduis en attié, je comprends mieux qu'eux […] En physique ou en Maths, je comprends. Quand ça ne marche pas, je traduis en attié et ça marche (Adzopé, 3e, F)

Hormis l'aisance dans les matières scientifiques, plusieurs élèves tirent un bénéfice de leur alphabétisation en attié aussi pour le français, l'anglais, l'histoire-géographie. Ils attribuent à l'école PEI l'aisance qu'ils ont pour prendre la parole en classe (en

sciences du langage, n° 15, 2011, p. 40-51., Sea Souhan Monhuet Yves, « Le manque de politique linguistique scolaire bilingue : quelles conséquences dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation bilingue dans le Projet Ecole Intégrée (PEI) ? », *Les cahiers du Cedimes* vol. 13, n° 3, Institut CEDIMES et Université Valahia de Târgoviste, Roumanie, *2018,* p. 203-219. et Vahoua Kallet Abraham, 2017 (supra).

[13] Les trois articles suivants peuvent aider à connaitre ces attitudes. Ce sont : Lézou Koffi Aimée Danielle, « Dynamique des langues et enjeux identitaires. L'exemple de la ville d'Abidjan », *Le français en Afrique,* n° 30, Nice : ILF & CNRS, 2016, p. 11-24., Boutin Akissi Béatrice, Kouadio N'Guessan Jérémie, 2016 (supra) et Vahoua Kallet Abraham, 2017 (supra).

[14] Vahoua Kallet Abraham, 2017 (supra).

[15] Vahoua Kallet Abraham, 2017 (supra).

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

français). Certains affirment que l'école PEI leur a permis d'être plus sûrs d'eux pour l'écrit en général : dictée, grammaire, prise de notes.

> Le professeur peut donner une phrase où il a utilisé au moins un nom et puis […] le nom est utilisé où il y a le sens des mots ou le sens figuré je traduis en attié pour voir si on peut utiliser dans la phrase (Adzopé, 4e, F)
>
> Souvent quand je fais les cours quand on dit que c'est un peu rapide j'abrège en attié on nous a appris phonétique et il y a certaines personnes qui n'arrivent pas à lire dans mes cahiers surtout dans mon cahier de SVT j'abrège en attié (Adzopé, Tle. G)

Les élèves interviewés ont de l'assurance et une bonne confiance en soi. Plusieurs donnent en exemple d'apprentissages de l'école PEI savoir chanter l'hymne national en attié, d'autres savoir écrire en attié. Tous se disent fiers de leur bilinguisme à l'oral comme à l'écrit. L'ancien élève PEI est souvent une ressource pour la transmission des savoirs dans son entourage scolaire. La connaissance de sa langue facilite son intégration sociale.

> Exemple aussi, y a des fois le professeur de mathématiques, il fait son cours et si il est là si il est là expliquer le cours et puis exemple dans la classe on n'arrive pas à comprendre […] donc le professeur va essayer de nous demander si qui a fréquenté à l'école PEI […] pour que je puisse expliquer les choses je comprends vite donc il va essayer de nous demander si je peux expliquer ça en attié pour mes amis […] ils voient que ils voient que la manière dont je m'exprime là ils voient que c'est facile à comprendre (Adzopé, 4e, G)
>
> Un élève qui comprend très bien sa langue peut jamais fuir son village. Cela va t'attirer à aller dans ton village tandis que celui qui comprend pas sa langue maternelle va en tout cas se sentir gêné quand ses amis vont s'exprimer en langue maternelle. C'est un honneur pour nous et c'est une grâce aussi (Adzopé, Tle. G)

4 Discussion

La Côte d'Ivoire travaille à la promotion des langues nationales, à l'instar d'autres pays qui partagent son profil sociolinguistique. Aujourd'hui, au moment où il est de plus en plus question d'harmonisation de politiques et de pratiques, dans des ensembles régionaux ou sous régionaux, on peut s'interroger sur la situation réelle de la Côte d'Ivoire par rapport aux pays de la sous-région ouest africaine. Concernant l'utilisation à l'écrit des langues nationales, la situation de la Côte d'Ivoire peut être envisagée à deux niveaux au moins : le niveau législatif et le niveau des domaines d'utilisation des langues nationales à l'écrit.

Au niveau législatif, quatre textes ont été pris par l'Etat de Côte d'Ivoire pour instituer et organiser la promotion des langues nationales. Ce sont les lois n° 77-584 du 18 août

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

1977 et n° 95-696 du 7 septembre 1995 portant réforme de l'enseignement et les arrêtés n° 00108 du 13 novembre 2001 et n° 01 du 19 novembre 2001, du Ministère de l'Education Nationale, portant respectivement création de la Cellule de coordination du Projet Ecole Intégrée (PEI) et nomination de ses membres. Mais à ce jour, il n'existe aucun décret d'application de ces deux lois. Pourtant, dans les pays comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal, il existe de nombreux textes juridiques qui encadrent la même activité. De plus, dans ces pays, l'on a dépassé, depuis longtemps, le cap des textes vagues et généraux pour atteindre aujourd'hui celui des textes visant des problèmes spécifiques et ou des langues particulières. Au Burkina Faso, par exemple, voici ce l'on peut lire au sujet du dioula ou jula :

> Dans ce pays, il existe pour cette langue, des textes comme le décret n° 79/055/PRESS/ESRS du 26 février 1979 portant codification de l'alphabet national et l'arrêté « N° 54/ENC/CNU du 15 juillet 1971 portant création de la Sous-commission Nationale du Jula » qui la régit[16].

Au Mali, « l'arrêté de 1971 dégage les nouvelles stratégies adoptées en vue d'améliorer la qualité de la formation des maîtres »[17].

A propos des domaines d'utilisation des langues nationales à l'écrit, on note qu'en Côte d'Ivoire les secteurs de l'agriculture, de la religion et de l'éducation sont les plus en vue. Dans le secteur agricole, ce sont surtout les paysans producteurs de coton qui utilisent le dioula et le sénoufo à l'écrit. Ils lisent et écrivent ces langues aussi bien pour leurs activités domestiques (aide-mémoires, histoires de famille, journaux, récits divers, etc.) que professionnelles (pesées, procédures d'emploi de produits phyto sanitaires, instructions pour l'entretien de parcelles agricoles, tenue de compte simplifiés, etc.). Cette situation s'observe aussi dans d'autres pays ouest africains comme le Mali, le Burkina Faso et le Sénégal. C'est d'ailleurs au Mali que la CIDT a recruté ses premiers alphabétiseurs. Au Burkina Faso, les domaines comme le reboisement et l'élevage utilisent beaucoup les langues nationales à l'écrit. C'est pareil pour le domaine de la religion. En Côte d'Ivoire et dans presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest, de nombreuses confessions religieuses utilisent les langues nationales à l'écrit. L'on ne compte donc plus aujourd'hui les livres saints, les textes de prières et autres chants liturgiques en langues nationales. Dans le secteur de l'éducation, la situation de la Côte d'Ivoire est nettement différente de celle des autres pays de la même zone. Alors que l'utilisation écrite des langues nationales s'observe dans tous les cycles de l'enseignement dans beaucoup de pays de l'Afrique occidentale, en Côte d'Ivoire, elle ne dépasse guère la classe de CE2. Par ailleurs, dans les autres Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'utilisation à l'écrit des langues nationales va bien au-delà des secteurs agricole, religieux et éducatif. A côté de ceux-là, on peut citer, entre autres, le secteur de la publicité et celui de la littérature. En effet, il existe, dans beaucoup de pays de la

[16] Ilboudo Paul Taryam, *Etat des lieux de l'utilisation à l'écrit de langues transnationales dans l'espace Karanta*, Fondation KARANTA « Pour l'appui aux politiques d'Education Non Formelle », 2015, p. 19.

[17] Ceci peut être observé à la page 32 de Traoré Samba, « La formation des maîtres du 1er cycle de l'enseignement fondamental au Mali : Problèmes et perspectives », *L'école et les langues nationales au Mali*, Skattum Ingse (dir.), *Nordic journal of African Studies*, Special Issue, vol. 9, n° 3, Helsinki University Press, 2000, p. 29-48.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

sous-région ouest africaine, de nombreuses publicités en langues nationales, vantant les mérites de produits alimentaires, pharmaceutiques, vestimentaires, etc. C'est le cas, du Nigéria, par exemple, où des messages publicitaires en langues nationales (ibo, yoruba, haussa, etc.) sont imprimés sur divers supports (emballages, enseignes, murs, pagnes, véhicules, etc.). Au Sénégal, on rencontre de nombreux ouvrages de fiction et des essais en langues nationales (wolof, peul, etc.). A ce sujet, et relativement à l'organisme Associates in Research on Education for Development (ARED), Ouane et Glanz[18] écrivent que « Depuis sa création en 1990, cette association a publié plus de 150 titres en langues africaines et vendu plus de 800 000 livres – des romans pour la plupart. »

5 Conclusion

Que ce soit au niveau législatif ou au niveau de la vulgarisation, la Côte d'Ivoire a véritablement du chemin à parcourir, dans la promotion des langues nationales et surtout dans leur introduction dans le domaine écrit. Elle a donc besoin, plus que tout autre pays de la sous-région ouest africaine, de « collaboration, de mutualisation et de possibilité d'exploitation des mêmes ressources »[19]. Cela pourrait se faire au sein d'organisations internationales comme la RAMAA[20] et l'Initiative École et Langues Nationales en Afrique (ELAN-Afrique) ou sous régionales telle que la Fondation Karanta[21].

En fait, en Côte d'Ivoire, le problème de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel ne date pas d'aujourd'hui. Cette question revient régulièrement dans les discours des décideurs, mais le projet, lui, reste dans l'impasse. Les différents camps qui s'opposent souvent sur la question se disputent non seulement sur la manière d'enseigner les langues nationales mais surtout sur la nécessité de le faire. Certains ivoiriens rejettent les langues nationales parce que des leaders politiques et des intellectuels, par leurs attitudes, dénient toute valeur et toute utilité à ces langues. En effet, dans les médias ou les grandes assemblées, ces derniers exhibent promptement leur habileté dans les langues étrangères surtout occidentales mais évitent soigneusement les langues nationales, promouvant une mode d'extraversion.[22]

Nous n'avons pas abordé le thème de la nocivité, pour le développement personnel, de la dépréciation de soi et de tout ce qui concerne son identité propre comme la langue maternelle ; nous avons préféré montrer, à travers un projet d'Etat (PEI) et quelques projets privés combien ces expériences ont été bénéfiques pour leurs sujets. Deux conclusions peuvent être tirées. Premièrement, le fait que les adultes alphabétisés dans une langue nationale l'utilisent ensuite largement à l'écrit entraine le développement

[18] Ouane Adama, Glanz Christine, *Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue* : Note de sensibilisation et d'orientation étayée par les faits et fondée sur la pratique, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, 2010, p. 23.

[19] Ilboudo Paul Taryam (supra), p. 6.

[20] Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation (RAMAA).

[21] Fondation KARANTA « Pour l'appui aux politiques d'Education Non Formelle ».

[22] Hountondji, Paulin J. « Le savoir mondialisé : déséquilibres et enjeux actuels », Conférence sur la mondialisation vue d'Afrique, Université de Nantes, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, p. 1-9.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

conjoint de la personne et de son environnement socioéconomique, mais aussi de la langue elle-même. Deuxièmement, le fait que l'entrée dans l'écrit, l'enseignement des sciences et technologies et des mathématiques dans la langue du jeune enfant lui permettent de garder par la suite une grande facilité et une aisance en mathématiques et dans toutes les disciplines, montre l'importance de la langue maternelle pour le développement cognitif et le développement personnel global.

Bibliographie

Abolou, Camille (2008) « La bouche qui mange parle : langues, développement et interculturalité en Afrique noire », *L'anthropologue africain,* Vol 15, n° 1&2, *Codesria*, Sénégal, p. 21-38.

Bearth, Thomas ; FAN, Diomandé (2001) « La langue locale – facteur méconnu du développement », in *Actes du Colloque Jubilé du centre suisse de recherche scientifique*, Abidjan, Côte d'Ivoire, p. 27-29.

Boutin, Akissi Béatrice ; KOUADIO N'Guessan Jérémie (2013) « Citoyenneté et politique linguistique en Côte d'Ivoire », *Revue Française de Linguistique Appliquée*, XVIII-2, Amsterdam : Editions De Werelt, Pays-Bas, p. 121-133.

Boutin, Akissi Béatrice ; KOUADIO N'Guessan Jérémie (2016) « Abidjan, une métropole de plus en plus francophone ? », *Le français en Afrique*, n° 30, France, p. 173-186.

Brou-Diallo, Clémentine (2011) « Le projet école intégrée (PEI), un embryon de l'enseignement du français langue seconde (FLE) en Côte d'Ivoire », *Sudlangues*, n° 15, Sénégal, p. 40-51.

Hardy, Georges (1917) *Une Conquête morale, l'enseignement en A. O. F.* [Afrique Occidentale française.], A. Colin, Paris, France, p. 291-292.

Hountondji, Paulin J. (2001-02) « Le savoir mondialisé : déséquilibres et enjeux actuels », Conférence sur la mondialisation vue d'Afrique, Université de Nantes, Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, p. 1-9.

Ilboudo, Paul Taryam (2015) *Etat des lieux de l'utilisation à l'écrit de langues transnationales dans l'espace Karanta*, Fondation KARANTA « Pour l'appui aux politiques d'Education Non Formelle », Bamako, Mali, p. 19.

Kokora, Pascal (1978) « Etat de la recherche en matière de rénovation des systèmes éducatifs en Côte d'Ivoire et emploi des langues nationales dans lesdits systèmes », *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, n° 4, Institut de Linguistique Appliquée, U.N.A.C.I., Abidjan, Côte d'Ivoire, p. 37-52.

Kokora, Pascal ; ZOGBO Gnoléba Raymond, (1977) « Langues nationales et enseignement : problématique ivoirienne », *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, N° 2, Institut de Linguistique Appliquée, U.N.A.C.I., Abidjan, Côte d'Ivoire, p. 67-106.

Kokora, Pascal (1987) « Pour un modèle d'enseignement de base : Le cas du projet d'éducation préscolaire en langue maternelle », *Cahiers Ivoiriens de Recherche Linguistique*, n° 21, Institut de Linguistique Appliquée, Université nationale de Côte d'Ivoire, Abidjan, p. 97-131.

Lézou Koffi, Aimée Danielle (2016) « Dynamique des langues et enjeux identitaires. L'exemple de la ville d'Abidjan », *Le français en Afrique,* n° 30, France, p. 11-24.

Ouane, Adama ; Glanz, Christine (2010) *Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue* : Note de sensibilisation et d'orientation étayée par les faits et fondée sur la pratique, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, Allemagne, 23 p.

République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Education Nationale (MEN) (2011) *Etude diagnostique de l'alphabétisation en Côte d'Ivoire*, Février 2011, 74 p.

Séa, Souhan Monhuet Yves (*2018)* « Le manque de politique linguistique scolaire bilingue : quelles conséquences dans la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation bilingue dans le Projet Ecole Intégrée (PEI) ? », *Les cahiers du Cedimes* vol. 13, n° 3, Institut CEDIMES et Université Valahia de Târgoviste, Roumanie, p. 203-219.

Tchagbale, Zakari (1995) « Plaidoyer pour l'emploi des langues nationales », *Diagonales* n° 35, France, p. 39-42.

Traoré, Samba (2000) « La formation des maîtres du 1er cycle de l'enseignement fondamental au Mali : Problèmes et perspectives », *L'école et les langues nationales au Mali*, SKATTUM Ingse (dir.), *Nordic journal of African Studies*, Special Issue, vol. 9, n° 3, Helsinki University Press, Islande, p. 29-48.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

UNION AFRICAINE ; OCDE (2018), *Dynamiques du développement en Afrique 2018* ; Croissance, emploi et inégalités, Rapport économique de la Commission de l'Union Africaine en collaboration avec le Centre de développement de l'OCDE, Ethiopie & France.

Vahoua, Kallet Abraham (2017) « Le projet école intégrée (PEI) en Côte d'Ivoire : quel bilan après plus d'une décennie de fonctionnement ? » *Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication*, Université de Bouaké et Paris : Éditions Paari, Côte d'Ivoire & France, p. 282-298.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543